

## DEVIS N°144

A ECHIROLLES, le 28/07/2020

Votre Interlocuteur : RICHAUD François

N° Projet : 50

Site travaux : **SDC MESANGERAIE**  
1790 r général de gaulle  
38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN

**SDC MESANGERAIE**  
C/O AGDA  
69 cours Jean Jaurès  
38000 GRENOBLE

Objet du devis : Téléalarme pour pompes de relevage.

Poste	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant
1	Mise en place d'une téléalarme de renvoi de défaut sur un téléphone d'astreinte en cas de 'niveau haut' dans les 2 fosses de relevage (eaux pluviales + eaux usées) S'il existe déjà un défaut en local, le boîtier de téléalarme suffit (poste 1 ci-dessous) S'il n'existe pas de défaut en local, il faut ajouter 2 capteurs de niveau dans les fosses (poste 2 ci-dessous)  <b>Boîtier de téléalarme, dans l'hypothèse qu'une alarme de défaut existe déjà (voyant dans une montée par exemple)</b> - Boîtier alarme GSM JETLY warning box  - Carte GSM intégrée avec forfait de communication pour 5 ans - message transmis sur tél portable - Récupère un contact sec de défaut  - Mise en place dans armoire électrique extérieure, sous réserve de place (nous n'avons pas pu vérifier, pas de clé) L'ensemble				1 340.00
1.1		Ens	1.00	1 340.00	1 340.00
2	<b>Plus-value au cas où il n'existe pas de d'alarme de défaut localement. Dans ce cas ajout de capteurs de 'niveau haut' pour gérer une alarme de défaut</b> - Fourniture 1 capteur de niveau par fosse = 2 capteurs  - Câblage pour récupération d'une synthèse de défaut 'niveau haut' sur le boîtier de téléalarme L'ensemble				611.20
2.1		Ens	1.00	611.20	611.20

### Mode de règlement

30 jours à la date de facture  
Facturation à l'avancement - Réalisation et facturation de la mise en service après paiement des factures antérieures

<b>TOTAL H.T.</b>	<b>1 951.20 €</b>
<b>TVA 10.00 %</b>	<b>195.12 €</b>
<b>TOTAL T.T.C</b>	<b>2 146.32 €</b>

Prix valable jusqu'au 28/08/2020

## CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Nos prestations impliquent l'acceptation sans réserve par le client des présentes conditions générales de vente qui prévalent sur tout autre document et qui complètent les conditions particulières décrites dans le corps du devis. L'ensemble constitue un contrat ferme dès sa signature par le client. Notre devis n'est valable que pendant un mois à compter de sa date d'émission. Notre prestation ne démarrera qu'après acceptation du devis (par apposition de la signature du client) et après paiement des acomptes éventuellement prévus aux conditions particulières du devis.

La « garantie légale de conformité » mentionnée aux articles L. 217-4 à L. 217-14 du code de la consommation et la « garantie relative aux défauts de la chose vendue ou vices cachés », dans les conditions prévues aux articles 1641 à 1648 et 2232 du code civil sont acquises aux consommateurs. Les professionnels peuvent se prévaloir uniquement de la « garantie relative aux défauts de la chose vendue ou vices cachés ».

En garantie légale de conformité, le consommateur : bénéficie d'un délai de 2 ans à compter de la délivrance du bien ; peut choisir entre réparer ou remplacer le bien sauf si ce choix entraîne un coût disproportionné au regard de l'autre modalité ; est dispensé d'apporter la preuve de l'existence du défaut de conformité du bien durant les 24 mois suivant la délivrance du bien.

Ces garanties ne s'étendent pas à l'inadéquation de la prestation avec des besoins du client non exprimés dans la commande. Elles ne s'étendent pas aux effets de l'usure normale, de la négligence, du défaut d'entretien, des fautes d'exploitation, d'abus d'usage. Pour prétendre à ces garanties, comme à toute autre, le client devra d'abord démontrer qu'il a satisfait aux entretiens nécessaires en souscrivant un contrat de maintenance, dès l'installation du matériel, auprès d'une entreprise dûment habilitée, et produire les « bons d'interventions » régulièrement établis. Enfin, les dommages causés par des tiers, des modifications ou interventions sur l'installation sans autorisation de notre part ne nous sont pas opposables.

Les prix sont stipulés Hors Taxes. La TVA facturée sera celle en vigueur à la date d'émission de la facture. Elle est seulement indicative au moment de l'édition du devis. Si le client veut se prévaloir d'une TVA à taux réduit, il devra préalablement à l'établissement de la première facture fournir les justificatifs légaux nécessaires à notre entreprise. Descriptif de la prestation, montant, conditions de paiement et date d'échéance sont précisés dans les conditions particulières des devis. Sauf précision particulière dans le devis, les factures sont payables sans délai à compter de leur émission.

Il n'est pas accordé d'escompte en cas de paiement anticipé. Seul l'encaissement effectif est considéré comme valant « complet paiement ». A défaut de paiement ou d'encaissement d'une échéance, les autres échéances deviennent immédiatement exigibles, même si elles ne sont pas arrivées à terme. Le non-paiement et le non-encaissement d'une facture pourra entraîner le retrait de l'entreprise du chantier sans délai et sans que le client puisse se prévaloir d'un quelconque dédommagement. Dans ce cas, l'entreprise n'est pas non plus responsable des conséquences sur le planning du chantier. A titre de clause pénale, le client sera de plein droit redevable d'une pénalité pour retard de paiement, calculée sur l'intégralité des sommes dues, au taux d'intérêt de la BCE appliqué à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points. S'ajoutera une indemnité forfaitaire, fixée à 40 €, prévue à l'article L441 -6, alinéa 12 du code de commerce. En cas de modification réglementaire, le nouveau montant sera de plein droit substitué à celui précédemment énoncé.

**Le transfert de propriété de nos produits et installations est suspendu à l'encaissement effectif de l'intégralité du prix par notre entreprise. Le défaut de paiement d'une échéance pourra entraîner la revendication des biens. Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle, à compter de la livraison, au transfert à l'acheteur des risques de perte ou de détérioration des biens ainsi que des dommages qu'ils pourraient occasionner.**

Les tribunaux du ressort de notre siège sont seuls compétents pour juger des litiges. Par exception, pour les consommateurs, c'est le tribunal du lieu où ils demeurent qui est compétent. Seul le droit français sera applicable.

Les données personnelles du client collectées par l'entreprise sont enregistrées et conservées dans notre fichier de clients et principalement utilisées pour la bonne gestion des relations avec le client. Ces données pourront être communiquées à des tiers dans le cadre de l'exécution du chantier sans qu'une autorisation du client soit nécessaire. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016, le client bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'opposition, d'effacement de ses données ou d'une limitation de leur traitement.

DEVIS N° 144

Pour le client :

Bon	pour	acceptation	du
devis	et	des	conditions
générales	de	vente	
Nom	Prénom	Date	Signature

Pour l'entreprise  
(Signature et Cachet)

# ATTESTATION SIMPLIFIÉE<sup>1</sup>

## ① IDENTITÉ DU CLIENT OU DE SON REPRÉSENTANT :

Je soussigné(e) :

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Code postal : ..... Commune : .....

## ② NATURE DES LOCAUX

J'atteste que les travaux à réaliser portent sur un immeuble achevé depuis plus de deux ans à la date de commencement des travaux et affecté à l'habitation à l'issue de ces travaux :

- ☐ maison ou immeuble individuel ☐ immeuble collectif ☐ appartement individuel  
☐ autre (précisez la nature du local à usage d'habitation) : .....

Les travaux sont réalisés dans :

- ☐ un local affecté exclusivement ou principalement à l'habitation  
☐ des pièces affectées exclusivement à l'habitation situées dans un local affecté pour moins de 50 % à cet usage  
☐ des parties communes de locaux affectés exclusivement ou principalement à l'habitation dans une proportion de (.....) millièmes de l'immeuble

- ☐ un local antérieurement affecté à un usage autre que d'habitation et transformé à cet usage

Adresse : ..... Commune : ..... Code postal : .....

dont je suis : ☐ propriétaire ☐ locataire ☐ autre (précisez votre qualité) : .....

## ③ NATURE DES TRAVAUX

J'atteste que sur la période de deux ans précédant ou suivant la réalisation des travaux décrits dans la présente attestation, les travaux :

- ☐ n'affectent ni les fondations, ni les éléments, hors fondations, déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage, ni la consistance des façades (hors ravalement).

- ☐ n'affectent pas plus de cinq des six éléments de second œuvre suivants :

**Cochez les cases correspondant aux éléments affectés :** ☐ planchers qui ne déterminent pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ☐ huisseries extérieures ☐ cloisons intérieures ☐ installations sanitaires et de plomberie ☐ installations électriques  
☐ système de chauffage (pour les immeubles situés en métropole)

NB : tous autres travaux sont sans incidence sur le bénéfice du taux réduit.

- ☐ n'entraînent pas une augmentation de la surface de plancher de la construction existante supérieure à 10 %.

- ☐ ne consistent pas en une surélévation ou une addition de construction.

☐ J'atteste que les travaux visent à améliorer la qualité énergétique du logement et portent sur la fourniture, la pose, l'installation ou l'entretien des matériaux, appareils et équipements dont la liste figure dans la notice (1 de l'article 200 quater du code général des impôts - CGI) et respectent les caractéristiques techniques et les critères de performances minimales fixés par un arrêté du ministre du budget (article 18 bis de l'annexe IV au CGI).

- ☐ J'atteste que les travaux ont la nature de travaux induits indissociablement liés à des travaux d'amélioration de la qualité énergétique soumis au taux de TVA de 5,5 %.

## ④ CONSERVATION DE L'ATTESTATION ET DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

Je conserve une copie de cette attestation ainsi que de toutes les factures ou notes émises par les entreprises prestataires jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant la réalisation des travaux et m'engage à en produire une copie à l'administration fiscale sur sa demande.

Si les mentions portées sur l'attestation s'avèrent inexactes de votre fait et ont eu pour conséquence l'application erronée du taux réduit de la TVA, vous êtes solidairement tenu au paiement du complément de taxe résultant de la différence entre le montant de la taxe due (TVA au taux de 20 % ou 10 %) et le montant de la TVA effectivement payé au taux de :

- 10 % pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans ;
- 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans ainsi que sur les travaux induits qui leur sont indissociablement liés.

Fait à ....., le .....

Signature du client ou de son représentant :

<sup>1</sup> Pour remplir cette attestation, cochez les cases correspondant à votre situation et complétez les rubriques en pointillés. Vous pouvez vous aider de la notice explicative.  
<sup>2</sup> Si différente de l'adresse indiquée dans le cadre ①.

